

CERTAINS VOTERONT EN MARS

Les élections territoriales auront lieu le 20 mars pour Saint-Barthélemy et Saint-Martin (Antilles), Saint-Pierre-et-Miquelon, ainsi que pour Wallis-et-Futuna, a indiqué mardi le ministère des Outre-mer.

8 %

Ce sont les intentions de vote pour Christiane Taubira en cas de candidature rassemblant Yannick Jadot (EELV) et Anne Hidalgo (PS), selon Harris Interactive. Jean-Luc Mélenchon (FI) est crédité de 10 % à 12 % et Fabien Roussel (PCF) de 3 % à 4 %.

Politique & Citoyenneté

ASSEMBLÉE NATIONALE

« Le respect du droit international est devenu un sujet tabou »

À quoi sert la diplomatie ? C'est à cette question que souhaitent répondre les députés communistes en organisant un débat au Parlement visant à faire le « bilan des actions de la France pour faire respecter le droit international ».

L'élu PCF Jean-Paul Lecoq appellera, ce jeudi, à ce que la France retrouve une diplomatie axée sur la défense de la paix, plutôt qu'une diplomatie de plus en plus dirigée vers les seuls intérêts économiques de court terme. Entretien.

Pourquoi avoir tenu à organiser ce débat ?
JEAN-PAUL LECOQ Parce que l'on ne parle quasiment jamais de ces questions. Le rôle que joue la France pour faire respecter ou non le droit international est devenu un sujet tabou à l'Assemblée nationale. Cela fait plus de quatre ans que je pousse pour avoir une discussion. C'était pourtant un véritable sujet de réflexion, il y a vingt ans, sur lequel la France pouvait s'enorgueillir d'avoir une voix propre. Mais nous sommes passés d'une diplomatie des valeurs à une diplomatie des intérêts de la France. Nous avons fait évoluer notre système consulaire vers celui des affaires, des installations d'entreprises, des ventes d'armes... Le développement de la paix, des intérêts des peuples et du respect du droit international est de plus en plus mis de côté, alors que c'est le meilleur service que la France ait à rendre au monde...



Camp de réfugiés sahraouis, près de Tindouf, en Algérie.

La première partie du débat sera consacrée au cas du Sahara occidental.

Pourquoi ?

JEAN-PAUL LECOQ Là encore parce qu'on ne peut jamais en parler ! La France ne respecte pas les résolutions de l'ONU et la Cour de justice européenne a condamné le Maroc. Mais, à entendre le gouvernement, il n'y a aucun problème. L'idée selon laquelle le Sahara occidental appartiendrait au Maroc s'impose de plus en plus, sans aucun débat, comme si c'était naturel. Il faut pourtant reconnaître la volonté d'un peuple. Tant qu'il restera un Sahraoui, il y aura une résistance et un combat à mener pour la dignité humaine. La France a d'ailleurs la clé de cette affaire. Si seulement elle le souhaitait, elle pourrait être à la tête d'un mouvement pour une résolution pacifique du conflit. Mais, depuis des années, elle ignore la re-



Jean-Paul Lecoq
 Député PCF de Seine-Maritime

présentation du Front Polisario en France. Nous n'avons même pas exploité la période de cessez-le-feu et n'avons pas fait avancer le dossier depuis trente ans ! Si, demain, la France affirme au Maroc qu'il faut trouver une solution, si elle soutient l'organisation d'un référendum d'autodétermination défendu par l'ONU, alors tout peut changer.

Le rôle de la France concernant d'autres territoires et d'autres peuples sera-t-il également

interrogé ?

JEAN-PAUL LECOQ Bien sûr, notamment sur Cuba. Il faut aussi que la France ose enfin élever la voix sur ce qui se passe en Palestine, avec l'instauration par Israël d'un État d'apartheid quasi permanent qui s'installe

dans la vie quotidienne. Les exemples sont criants. La France ne doit pas l'accepter, et prendre des mesures fortes. « Si vous êtes très alliés avec le gouvernement israélien, alors dites-leur la vérité, ce n'est pas tenable autrement. » Voilà ce que je dis souvent aux autorités françaises. Un bon allié, comme un bon ami, doit savoir dire stop quand cela va trop loin. D'autant plus que les intérêts de la France ne sauraient être autres que les intérêts de la paix et du respect des peuples en Israël-Palestine comme ailleurs.

Une transformation radicale du rôle diplomatique de la France est-elle possible aujourd'hui ?

JEAN-PAUL LECOQ Cela doit le devenir. Le monde marche sur la tête et il s'agit, ni plus ni moins, de le remettre sur pied par l'action internationale et diplomatique. Cela ne peut pas être le business d'abord, sinon

nous courons à notre perte, mais l'humain d'abord, la démocratie d'abord et la protection de la planète d'abord. Il faut donner à tous les pays les moyens d'un développement durable et écologique. C'est l'urgence. Au lieu de quoi, on dirige des miettes d'aide au développement là où l'on estime que la France doit sauvegarder des intérêts. Pire : on accepte tout et n'importe quoi, dès lors que nous avons des Rafale à vendre. Cela doit cesser. Force est de constater que l'aura internationale de la France s'abîme depuis qu'elle fait seulement du business. Elle est beaucoup moins respectée et écoutée. Au lieu d'inciter le monde à œuvrer pour la paix, nous nous sommes alignés sur la loi du commerce. Alors que nous devrions chercher à renforcer l'ONU, sortir de l'Otan et œuvrer à la dénucléarisation militaire.

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR AURÉLIEN SOUCHEYRE